

ci dso

**CLINIQUE INTERDISCIPLINAIRE
EN DROIT SOCIAL DE L'OUTAOUAIS**

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023-2024



uOttawa



À PROPOS DE NOUS

NOTRE VISION



Les barrières d'accès aux droits et à la justice des personnes usagères de la CIDSO sont approchées dans leur globalité, en tenant compte des inégalités d'accès aux déterminants sociaux de la santé.

NOTRE MISSION

SOUTIEN, ACCOMPAGNEMENT ET DÉFENSE DES DROITS

Dans les locaux de la Soupe populaire de Hull les mercredis et à la Soupière de l'amitié dans le Vieux-Gatineau un jeudi sur deux à partir de septembre 2024 et tous les jeudis à partir de janvier 2025, nous offrons de l'accompagnement et du soutien aux personnes marginalisées vivant une expérience avec la justice.

Notre mission est d'accompagner les personnes dans la défense de leurs droits à travers une approche de travail interdisciplinaire, dans le but de trouver des solutions concrètes, globales et cohérentes.

FORMATION INTERDISCIPLINAIRE

Développer et encourager une culture d'apprentissage et de travail interdisciplinaire entre les étudiant·es en droit, en travail social et en science infirmière.

ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET JUSTICE SOCIALE

Soutenir les organismes communautaires de l'Outaouais dans la revendication des droits sociaux et besoins des personnes marginalisées dans une perspective de justice sociale et d'amélioration des conditions de vie.

RECHERCHE

Documenter l'impact d'une clinique interdisciplinaire en droits social sur ses personnes usagères et sur les étudiant·es qu'elle forme.

LA CIDSO: UN PROJET FONDÉ SUR LES CONNAISSANCES ISSUES DE LA RECHERCHE

La recherche menée au Québec et à l'international démontre une augmentation des procédures judiciaires visant des personnes vivant dans la pauvreté ou marginalisées dans tous les domaines de droit et dans toutes les sphères de la vie personnelle – le logement, le travail, les soins de santé et de santé mentale plus particulièrement, l'usage d'alcool ou de drogue, l'utilisation des espaces publics et la famille, notamment via la protection de la jeunesse. En parallèle, les services juridiques ne sont pas plus disponibles et accessibles.

Pourtant, l'accès à de tels services peut permettre de **prévenir** le recours à la judiciarisation des **personnes marginalisées** aux prises avec des difficultés sociales, économiques et de santé. Les problématiques du logement, d'itinérance, de santé mentale et de protection de la jeunesse, par exemple, rendent compte de l'importance de l'accès à des **services communautaires** et institutionnels en temps opportun et adaptés aux besoins des personnes.

Plus particulièrement, **les recherches menées dans des cliniques juridiques** dans les dernières années ont mis en lumière que

- les problèmes vécus par les personnes sont multifacettes, comportant une dimension juridique et un ou plusieurs enjeux non juridiques ;
- que, même bien préparées, les personnes ont de la **difficulté à présenter elles-mêmes leur dossier à la cour** en raison de **l'anxiété et du stress** ;
- que **les étudiant·es en droit** ne sont pas préparé·es par la formation universitaire à faire face aux besoins des personnes qui se présentent en clinique juridique ;
- que **l'expérience clinique est déterminante** pour l'avenir professionnel des juristes, y compris quant à leur engagement en matière d'accès à la justice ;
- que le **croisement des connaissances disciplinaires** en clinique améliore les compétences des étudiant·es, en plus d'améliorer la réponse aux besoins des usagers et usagères.

MOT DU COMITÉ DE COORDINATION

L'année 2023-2024 a été marquée par des rencontres humaines riches et des défis socio-juridiques complexes. À travers **34 nouveaux cas**, **91 rencontres socio-juridiques** et **42 accompagnements** dans les services, nous avons travaillé avec détermination pour offrir un soutien concret et adapté aux besoins de chaque personne.

Notre engagement s'est également manifesté dans la production de **3 rapports de recherche** et la publication d'**un article de recherche**, soulignant notre volonté d'allier action de terrain et réflexion académique.

Au cœur de ces activités, nos **19 étudiant.es** ont joué un rôle essentiel. Leur formation interdisciplinaire, qui intègre des compétences variées telles que l'écoute active, **la défense collective des droits**, la compréhension des processus judiciaires et l'éthique professionnelle, a enrichi notre approche et renforcé notre impact.

Ensemble, nous avons pu répondre à des enjeux touchant notamment le **logement (25,8 % des demandes)**, les questions **criminelles et pénales (22,6 %)**, et les **victimes d'actes criminels (10,8 %)**. Nous remercions chaleureusement nos partenaires et nos collaborateurs, sans qui ces actions n'auraient pas été possibles.

Ce rapport reflète non seulement les fruits de notre travail, mais aussi notre engagement à **défendre les droits fondamentaux** et à **promouvoir un accès équitable à la justice**. Merci à toutes celles et ceux qui nous accompagnent dans cette démarche et qui nous font confiance.

Emmanuelle Bernheim, professeure titulaire, Dahlia Namian, professeure titulaire, Anne Thibault, avocate, Patricia Fortin-Boileau, avocate, Sara Lambert, travailleuse sociale

L'ÉQUIPE: LES PROFESSEUR.ES FONDATEURS

EMMANUELLE BERNHEIM

est **professeure titulaire** à la Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en santé mentale et accès à la justice. Ses recherches portent sur le rôle du droit et de la justice dans la production et la reproduction des inégalités sociales. Cette problématique est développée sous trois axes principaux : **la santé mentale, la protection de la jeunesse et la non représentation devant les tribunaux.**



Dans les dernières années, ses recherches en cliniques juridiques, menées entre autres dans le cadre du partenariat de recherche Accès aux droits et à la justice (ADAJ), ont mis en lumière la **pertinence de l'interdisciplinarité** et de l'approche axée sur les droits pour la formation étudiante et le développement de services plus adaptés aux besoins des usagers et usagers. Elles ont également démontré la **pertinence de l'accompagnement individualisé** pour assurer un meilleur accès aux services et à la justice.

JEAN DANIEL JACOB

Est **professeur agrégé** à l'École des sciences infirmières de la Faculté des sciences de la santé, à l'Université d'Ottawa. Ses travaux reposent sur des **aspects critiques et sociopolitiques** dans le domaine des soins infirmiers psychiatriques ainsi que des questions liées **au pouvoir, à l'éthique et à la gestion du risque de violence**. Le professeur Jacob travaille sur divers projets qui touchent l'utilisation des **mesures de contrôle en psychiatrie**. Il est présentement président du Conseil d'administration de Droit-Accès de l'Outaouais, un organisme communautaire axé vers la **défense de droits en santé mentale.**



L'ÉQUIPE: LES PROFESSEUR.ES FONDATEURS

DAHLIA NAMIAN

est **professeure** à l'École de travail social. Elle **co-dirige le champ État social au Crémis** (Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales) et l'axe Enjeux biopolitiques et groupes minorisés au **Circem** (Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités). Elle réalise des recherches dans le domaine des **inégalités sociales et de santé**, notamment en ce qui concerne les formes de prises en charge et d'intervention entourant l'itinérance.



PIERRE PARISEAU LEGAULT

est **professeur** au département des sciences infirmières de l'Université du Québec en Outaouais. Il possède une expertise en **soins infirmiers médico-légaux et s'intéresse également à la judiciarisation des problèmes sociaux**. Ses recherches portent sur la mise en œuvre du droit, la gestion du risque et l'adaptabilité des pratiques d'intervention dans le domaine de la santé et des services sociaux, particulièrement en **contexte de marginalisation**. Il enseigne la psychiatrie, l'intervention en situation de crise et l'éthique clinique aux futures infirmières et infirmières praticiennes spécialisées.

Au cours des dernières années, le professeur Pariseau-Legault a mené et participé activement, comme chercheur principal ou comme co-chercheur, à plusieurs **projets de recherche** portant sur les soins infirmiers médico-légaux, la psychiatrie légale, la protection de l'enfance, l'intervention en contexte d'itinérance et la culture du silence dans les organisations de santé et les services sociaux.



L'ÉQUIPE: LES PROFESSEUR.ES FONDATEURS

MARIE-ÈVE SYLVESTRE

est **doyenne et professeure titulaire** à la Faculté de droit, Section de civil de l'Université d'Ottawa. Ses travaux de recherche portent sur le **système de justice pénale** et en particulier, sur les **effets dévastateurs et discriminatoires** de certaines pratiques policières et judiciaires et certaines règles de droit sur les personnes marginalisées et racisées. Elle s'intéresse aussi aux **mesures de rechange** à la criminalisation, notamment en contexte **autochtone**. Elle est l'auteure de nombreuses publications en droit, criminologie et géographie. Son dernier livre, **Red Zones: Criminal Law and the Territorial Governance of Marginalized People**, co-rédigé avec Nicholas Blomley et Céline Bellot, a remporté le Prix W. Wesley Pue 2021 de l'Association canadienne droit et société.

Entre 2016 et 2019, la professeure Sylvestre a agi à titre d'**experte en matière de justice** auprès de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec: écoute, réconciliation, progrès (CERP). Elle est **membre fondatrice** de l'Observatoire sur les profilages et en 2022, elle a agi comme experte pour le demandeur dans l'affaire Luamba c. PG Québec. La doyenne Sylvestre est membre du Collège des nouveaux chercheurs et créateurs en arts et en science de la Société royale du Canada et siège au **Conseil des gouverneurs** de l'Institut national de la magistrature. Elle est membre du Barreau du Québec depuis 2001 et a reçu la distinction d'avocate émérite en 2022.



L'ÉQUIPE: LES COORDONNATRICES

PATRICIA FORTIN-BOILEAU



est diplômée du programme de droit civil de l'Université d'Ottawa et à ce titre, titulaire d'une licence en droit civil obtenue en 2018. Elle est **membre du Barreau du Québec** depuis janvier 2020 et elle est **médiatrice** aux petites créances ainsi qu'en familiale. Ayant toujours voulu aider son entourage et sa communauté, elle a rapidement développé un intérêt pour **l'accessibilité à la justice**. Elle a donc ouvert un cabinet juridique axé sur l'accès à la justice et elle est dorénavant **avocate-coordonnatrice** pour la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais. La vie ne se limitant pas seulement à notre carrière, elle est aussi la **présidente de la Fondation Faim d'Aider**. Un organisme à but non-lucratif qui aide les enfants du primaire vivant de l'insécurité alimentaire dans la région de Gatineau-Ottawa.

ANNE THIBAUT



est **avocate** pratiquant depuis 2014 et **candidate à la maîtrise** en droit à l'Université d'Ottawa. Elle détient un baccalauréat en droit, un certificat en droit social et du travail et un baccalauréat ès arts avec une majeure en affaires publiques, communautaires et analyse des politiques ainsi qu'une mineure en sciences humaines appliquées.

Au cours de sa pratique en droit, elle a exercé principalement en **droit des personnes, dont en droit de la protection de la jeunesse et familial, ainsi qu'en droit administratif** en matière d'aide sociale, statut de réfugié et de santé mentale. Vu son intérêt marqué pour les **enjeux de justice sociale et d'équité en justice**, à la fin de l'année 2020, elle a accepté de **coordonner le développement** de la CIDSO en Outaouais.

L'ÉQUIPE DE RECHERCHE

SARAH LAMBERT



est **candidate au doctorat** à l'École de service social de l'Université d'Ottawa. Sa thèse explore différents aspects du **passage à la vie adulte** de jeunes dont les itinéraires sont atypiques. Elle s'intéresse également aux **méthodes de recherche** basées sur l'art et à l'utilisation des histoires au moyen du digital storytelling pour travailler avec des populations vivant de l'exclusion sociale. Elle est aussi **coordonnatrice communautaire** au LAB, un espace d'art communautaire dans le Vieux-Hull à Gatineau, dont l'objectif est de **rendre les arts accessibles à tous et toutes**.

ERIKA DEMERS

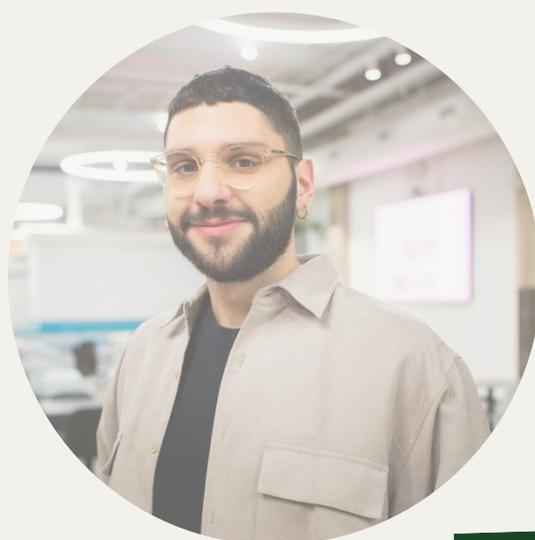


Est **diplômée à la maîtrise** de l'École de service social de l'Université d'Ottawa. Ses expériences professionnelles en **intervention sociale** l'ont amenée à travailler dans divers **milieux communautaires** de la région œuvrant en itinérance, tels que les haltes-chaud, refuges d'urgence, de transition et sites de prévention des surdoses. Elle est à présent **agente de recherche à la CIDSO** où elle y a fait son stage de maîtrise. Ses recherches portent sur **l'accès des personnes** en situation d'itinérance **aux services communautaires** et **soins de santé** ainsi que leurs **expériences dans le quartier** et avec les **services policiers**.

PIER-LUC TURCOTTE

est **professeur adjoint** à l'École des sciences de la réadaptation de la Faculté des sciences de la santé de l'Université d'Ottawa (programme d'ergothérapie). Il possède une dizaine d'années d'expériences comme **ergothérapeute** en contextes communautaire, institutionnel, psychiatrique et auprès de communautés autochtones. Ses travaux de recherche se concentrent sur les **aspects sociopolitiques** de la pratique de l'ergothérapie et les services auprès de **populations marginalisées**. Il s'intéresse notamment aux **mécanismes de contrôle** associés à la **désinstitutionalisation** de personnes rencontrant diverses formes de handicap.

Une partie de ses travaux de recherche ont porté sur les pratiques **ergothérapeutiques communautaires** auprès de personnes issues de quartiers défavorisés, rencontrant diverses formes de handicap et ayant recours à des services communautaires pour soutenir leur participation sociale. Il réalise également une étude ethnographique relative au rôle de l'évaluation fonctionnelle des ergothérapeutes dans la **définition du risque** en contexte **psycho-légal**. Ses recherches s'appuient sur des approches participatives et mobilisent des théories critiques pour révéler les **aspects sociopolitiques** et les **rapports de pouvoir** sous-jacents à ces pratiques sociales.



PROJET DE RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT AVEC LE CIPTO

LES TRAJECTOIRES ET EXPÉRIENCES JUDICIAIRES SUR LE CONTINUUM DE SERVICES

Une équipe de six chercheuses et chercheurs, en partenariat avec la CIDSO et le CIPTO, a obtenu un important financement pour mener un projet d'envergure visant à mieux comprendre comment la « multijudiciarisation » des personnes en situation d'itinérance prend forme au sein du continuum de services composé d'institutions étatiques, telles que la protection de la jeunesse, la solidarité sociale, les services sociaux et de santé.

À partir du point de vue et de l'expérience des personnes concernées, ce projet a pour objectif scientifique de 1) documenter et cartographier les trajectoires des personnes judiciarisées dans le continuum de services en Outaouais, en mettant en évidence 2) les points de contact et de ruptures avec les institutions et 3) les coûts financiers et humains de la judiciarisation sur le continuum de service.

Cette analyse multi-institutionnelle vise également, sur le plan pratique, à soutenir la CIDSO et le CIPTO dans leurs pratiques d'intervention auprès de personnes judiciarisées et dans leurs activités de représentation publique et politique en matière de judiciarisation.



LA CIDSO : SEPTEMBRE 2023 À AOÛT 2024

À PROPOS DE NOS ACTIVITÉS

- 39 personnes rencontrées
- 34 nouveaux cas
- 91 rencontres socio-juridiques
- 42 accompagnements dans les services
- 3 rapports de recherche
- 1 article de recherche publié



À PROPOS DES ÉTUDIANT.ES À LA CIDSO

- 3 étudiant.es en travail social
- 16 étudiant.es en droit

FORMATION INTERDISCIPLINAIRE

- écoute active, approches auprès des personnes, exclusion social et pratique réflexive
- défense collective des droits
- processus judiciaire (rallye)
- éthique et déontologie, introduction au droit
droit du logement, aide juridique
- démarches et droit administratif
- droit pénal



SOUTIEN, INFORMATION JURIDIQUE ET ACCOMPAGNEMENT À GATINEAU



CENTRE-VILLE DE HULL

LES MERCREDIS DE 9H30 À 16H
À LA SOUPE POPULAIRE DE HULL

SOUTIEN AUX ORGANISMES DU
CENTRE-VILLE DE HULL



VIEUX-GATINEAU (DEPUIS AUT. 2024)



TOUS LES JEUDIS DE 9H30 À 16H
À LA SOUPIÈRE DE L'AMITIÉ

SOUTIEN AUX ORGANISMES DU
QUARTIER DE NOTRE-DAME



ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET JUSTICE SOCIALE

À PROPOS DE NOS ACTIVITÉS DANS LA COMMUNAUTÉ

- 4 ateliers en logement
- 9 ateliers de défense collectives des droits
- 1 co-organisation d'atelier sur le droit au logement avec la Défenseure fédérale du logement, la CDPDJ et l'Ombudsman de la Ville de Gatineau
- 7 épisodes de podcast : Droit de parole



LES ÉQUIPES ÉTUDIANTES

ÉQUIPE 2022-2023



LES ÉTUDIANT.S EN DROIT

- Émilie Corneau
- Sabina Bajri
- Jade Benson-Poitras
- Yves Patrick
- Jade Préfontaine
- Bianca Reitino
- Michel Salib
- Nermine Youssef
- Anais Zoghلامي

LES ÉTUDIANT.S EN TRAVAIL SOCIAL

- Érica Demers
- Ann-Esther Lehman
- Alexandre-Maxim Abud-Lapierre

LES ÉTUDIANTES EN SCIENCE INFIRMIÈRES

- Alice Domtinet
- Jessica Kamgang

ÉQUIPE 2023-2024



LES ÉTUDIANT.ES EN DROIT

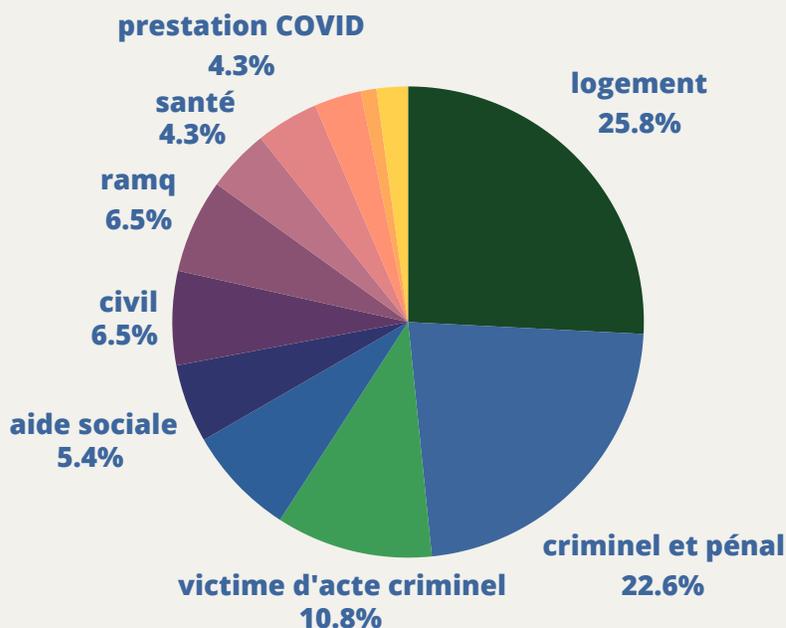
- Sabina Bajri
- Émilie Corneau
- Émile Carpentier
- Binta Touré
- Mouslima Turgeon
- Natania Fok

LES ÉTUDIANT.S EN TRAVAIL SOCIAL

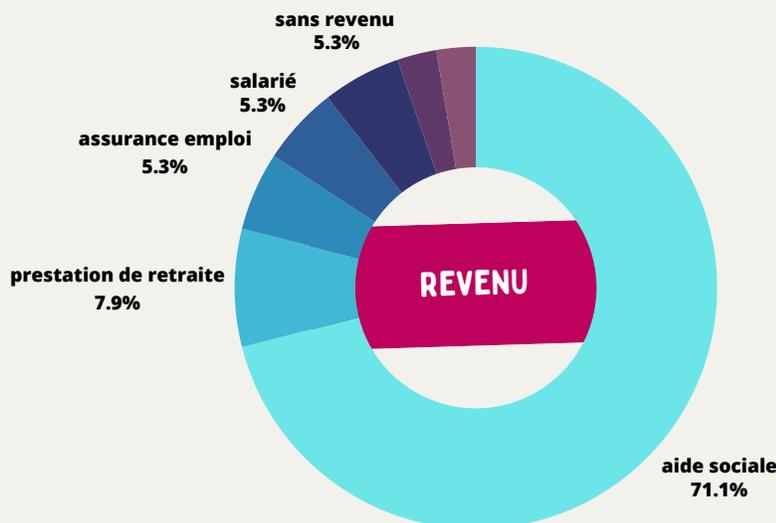
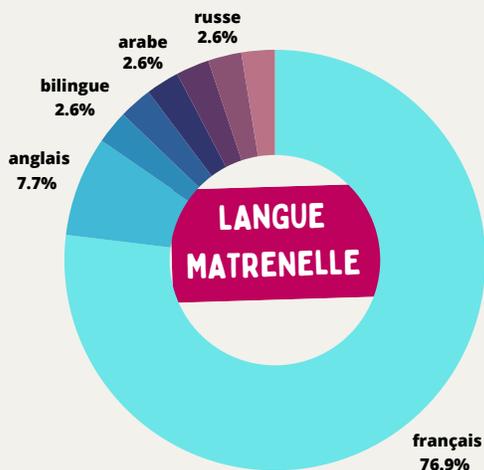
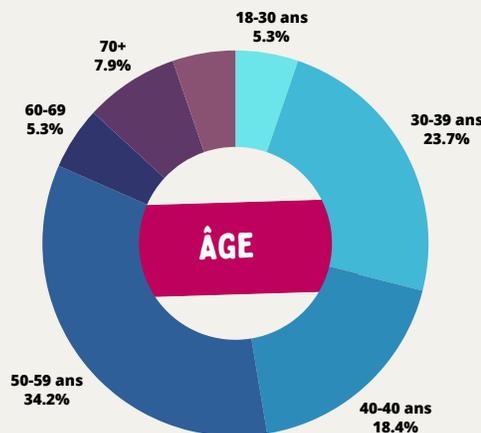
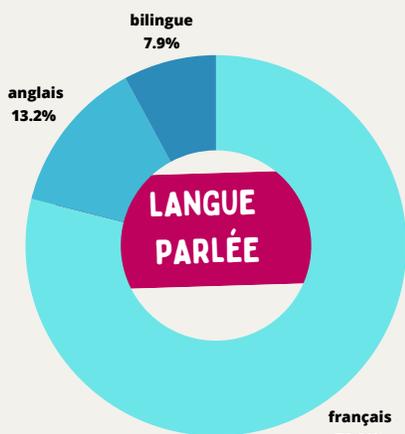
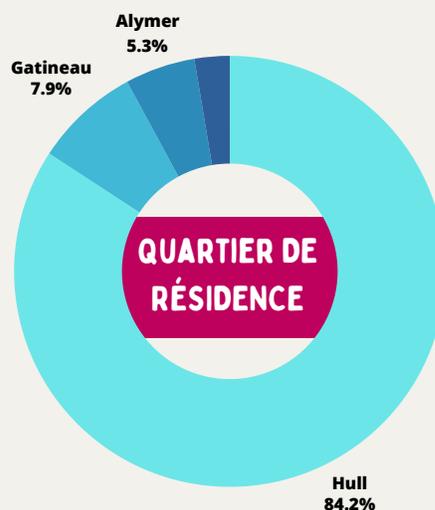
- Jade Hongerlood
- Etienne Pichet
- Jenny Doorine Saint Jean
- Saikou Yaya Baldet
- Marie-Pier Langlois
- Rebecca Bartoszewicz

À PROPOS DES PERSONNES QUE LA LA CIDSO RENCONTRE : SEPTEMBRE 2023 À AOÛT 2024

POURQUOI ON VIENT NOUS VOIR:



SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES PERSONNES RENCONTRÉES



ORGANISMES PARTENAIRES

Un énorme merci aux organismes avec qui nous collaborons

Association de défense des droits sociaux de l'Outaouais
Aide juridique de l'Outaouais
BRAS Outaouais
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie (CIPTO)
Collectif régional de lutte à l'itinérance de l'Outaouais (CRIO)
Clinique en droit notarial de l'Outaouais
Centre de justice de proximité de l'Outaouais
Logement'Occupe
Le LAB
Le Gîte Ami
Oeuvre isidore Ostiguy
Réhabex
La Soupe populaire de Hull
La Soupière de l'amitié
Université du Québec en Outaouais



PARTENAIRES FINANCIERS

Fond Roger-Tassé



Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada

